



Thierry Masset, Chief Investment Officer ING Belgium

RÉDACTION ACHEVÉE LE 23 AVRIL 2019

- Tiger Woods et les actions sur le toit du monde
- Regarder l'inflation dans le blanc des yeux, tel est le choix risqué de la Fed
- Nouvelle poussée de fièvre pétrolière
- Du Brexit à la Chine, éventail des risques pesant sur le commerce mondial
- Quelle est la part de l'économie mondiale aux mains des populistes ?
- Les rendements négatifs ne doivent pas inciter à prendre plus de risques

DANS L'ACTUALITÉ

Du Brexit à la Chine, éventail des risques pesant sur le commerce mondial



Du Brexit (dont la date butoir a été reportée au 31 octobre) au conflit sino-américain en passant par le spectre de nouveaux droits de douane sur les importations automobiles aux États-Unis, les menaces qui planent sur le libre-échange international ne manquent pas. Mais, selon Bloomberg, les échanges commerciaux exposés à la montée du protectionnisme se limiteraient à environ 2,3 % du PIB mondial. Autrement dit, une guerre commerciale pourrait freiner l'activité économique, mais pas la paralyser.

[En savoir plus](#)

Quelle est la part de l'économie mondiale aux mains des populistes ?



Selon un classement établi par Bloomberg, 43% du PIB des vingt pays les plus industrialisés est sous la coupe de régimes populistes. à titre de comparaison, ce pourcentage s'élevait à 8 % en 2016. Si la croissance mondiale devait ralentir plus que nous ne le prévoyons - nos économistes tablent sur un taux de 3,4 % pour 2019 et 2020, contre 3,8 % en 2018 -, il est à craindre que les dirigeants des principales économies mondiales auront du mal, compte tenu de leurs divergences et de leurs penchants protectionnistes, à s'entendre sur une réponse coordonnée.

[En savoir plus](#)

Les rendements négatifs ne doivent pas inciter à prendre plus de risques



Alors que l'encours des dettes négatives d'un rendement négatif avoisine les 10 000 milliards de dollars, un niveau qui n'avait plus été observé depuis 2016, les investisseurs obligataires sont confrontés à une tentation typique de fin de cycle : opter pour les emprunts de moindre qualité pour obtenir plus de rendement.

[En savoir plus](#)

Si vous souhaitez éclaircir certains points, n'hésitez pas à [prendre rendez-vous avec votre Private Banker](#).

Chère investisseuse, cher investisseur,

- Cela peut paraître difficile à croire si l'on observe le rallye boursier de cette année et la chute de la volatilité, mais les **investisseurs se préparent à un environnement caractérisé par une faible croissance et une faible inflation...**
- ... en privilégiant des actifs moins risqués comme les actions défensives, les liquidités et les obligations.
- Ils ne sont pas convaincus de la pérennité du rebond boursier...
- ... car le risque d'une guerre commerciale et d'un ralentissement de l'économie chinoise pèse toujours sur leurs anticipations de croissance...
- ... et ce même si la posture plus accommodante des banques centrales s'est traduite par une hausse des valorisations boursières.

[En savoir plus](#)

Thierry Masset, Chief Investment Officer ING Belgium

ACTIONS

Tiger Woods et les actions sur le toit du monde



Les bourses ont-elles trop grimpé ? A en juger par le comportement schizophrénique des investisseurs, qui tentent de profiter du rallye boursier en optant pour des actifs plus défensifs, on est en droit de le penser...

La victoire de Tiger Woods aux Masters ou les nouveaux sommets (en euros) atteints par les actions prouvent que les « comebacks » sont toujours possibles. L'indice MSCI des actions mondiales (+17 % depuis le début de l'année) a effacé les pertes subies au dernier trimestre de l'année passée et se situe aujourd'hui 2 % au-dessus de ses plus hauts de 2018. Une performance pour le moins satisfaisante lorsque l'on sait qu'elle intervient dans un contexte économique toujours fragile et incertain. La posture accommodante adoptée par le président de la Réserve fédérale (Fed) Jerome Powell et ses homologues des autres banques centrales mondiales, l'atténuation des tensions commerciales et les mesures prises en Chine pour relancer l'économie ont poussé de nombreux investisseurs à revenir en bourse. Confrontées aux prévisions de ralentissement de la croissance mondiale, les grandes banques centrales se voient, en effet, contraintes d'ajourner les programmes de normalisation de leur politique monétaire, qui avaient pour but de retirer une partie des liquidités excédentaires présentes dans les marchés. Cela constitue une bonne nouvelle pour les actifs à risque puisque cela incite les investisseurs institutionnels à en acheter. Il convient cependant de remarquer que même si leurs achats ont contribué au rebond boursier de ce début d'année, lesdits investisseurs institutionnels n'en adoptent pas moins un positionnement globalement plus défensif. Ils préfèrent aujourd'hui clairement, selon la dernière enquête mensuelle réalisée par Bank of America auprès des gestionnaires de fonds, s'orienter vers les actifs moins risqués comme les actions défensives, les liquidités ou les obligations, 66 % d'entre eux anticipant un ralentissement de la croissance et de l'inflation. Il faut remonter à octobre 2016 pour retrouver une telle méfiance !

[En savoir plus](#)

- L'Europe semble suivre le même chemin que le Japon.
- « Ne pas lutter contre la Maison-Blanche », tel est le nouveau mantra sur le marché US.
- La surperformance des valeurs cycliques n'est pas justifiée par leur évolution bénéficiaire.

OBLIGATIONS

Regarder l'inflation dans le blanc des yeux, tel est le choix risqué de la Fed



Le changement de tactique de la Fed - Jerome Powell et ses collègues ont décidé d'attendre que l'inflation reparte clairement à la hausse avant de modifier leur orientation monétaire - pourrait avoir des répercussions majeures sur le marché obligataire. Confrontés au plongeon des rendements, les investisseurs en obligations font face à un dilemme. Acheter des obligations publiques aux niveaux actuels pourrait s'avérer dangereux si les données économiques venaient à s'améliorer, mais prendrait davantage de risques en optant pour les obligations d'entreprise pourrait se révéler préjudiciable en cas de ralentissement conjoncturel plus prononcé.

Poussées dans le dos par le ralentissement de l'économie mondiale et les tensions commerciale et géopolitiques, les autorités monétaires sont contraintes de revoir leur copie et de ralentir leur cycle de resserrement du loyer de l'argent. Le dernier exemple en date nous provient des États-Unis où le président de la Réserve fédérale (Fed), Jerome Powell, a décidé de suspendre son processus d'une hausse des taux par trimestre qui, rappelons-le, avait pour but d'éviter que la situation du plein emploi qui prévaut outre-Atlantique ne débouche sur une surchauffe inflationniste. Jerome Powell et ses collègues préfèrent désormais opter pour le statu quo en attendant d'observer le retour de réelles pressions inflationnistes. Le président de la Fed de Chicago, Charles Evans, a même été encore un pas plus loin en déclarant que la banque centrale US pourrait patienter jusqu'à l'automne 2020, voire réduire ses taux dans l'hypothèse (peu probable) où l'inflation sous-jacente viendrait à se replier. Ce changement de cap de la Fed n'est toutefois pas sans risques. Maintenir les taux bas pendant longtemps est, en effet, de nature à générer des bulles spéculatives et un endettement excessif, car les investisseurs sont incités à prendre plus de risques pour obtenir des rendements dignes de ce nom. Cette tentation est, notamment, perceptible sur le marché obligataire où les investisseurs sont à nouveau tentés de dénicher les emprunts offrant les rendements les plus généreux. Mais cela signifie aussi opter pour des obligations de moins bonne qualité crédit. C'est ce qui explique pourquoi la valeur du marché des obligations d'entreprise s'est étoffée de près de 2 000 milliards de dollars depuis la fin de l'année passée pour atteindre 20 000 milliards de 55 000 milliards de dollars. [En savoir plus](#)

- Des rendements obligataires grecs inférieurs aux rendements US est-ce bien logique ?

AUTRES CLASSES D'ACTIFS

Nouvelle poussée de fièvre pétrolière



Après la décision de Washington de ne pas renouveler les dérogations (expirant le 2 mai) accordées pour l'achat de brut iranien, les cours de l'or noir sont brusquement repartis à la hausse par crainte d'une pénurie de l'offre.

Les cours du brut ont grimpé de 45 % aux États-Unis (WTI) et de 38 % en Europe (Brent) depuis le début de l'année, leur plus forte hausse en dix ans, en raison de la décision de l'État de droit de ne pas renouveler les dérogations accordées pour l'achat de brut produit par l'Iran, et ce dans le but de porter à zéro les exportations de pétrole de ce membre de l'Organisation des pays exportateurs de pétrole (OPEP). Téhéran a maritime réagi en menaçant de fermer le détroit d'Ormuz, une voie maritime stratégique pour les producteurs du golfe Persique. La décision de la Maison-Blanche de mettre un terme, le 2 mai, aux exemptions qui permettaient à la Chine, à la Corée du Sud, à la Grèce, à l'Inde, à l'Italie, au Japon, à Taïwan et à la Turquie d'acheter du pétrole au quatrième plus grand producteur de la OPEP a eu un impact direct sur les cours en raison des craintes d'une éventuelle pénurie de l'offre. Mais ces craintes sont vraisemblablement exagérées dans la mesure où la décision américaine pourrait aussi remettre en cause l'accord qui avait été conclu en décembre entre l'OPEP et ses partenaires en vue de réduire leur production (à concurrence de 1,2 million de barils par jour) jusqu'à la fin du mois de juin. L'Arabie saoudite et les émirats arabes unis pourraient, en effet, facilement combler le vide laissé par la mise à l'écart de l'Iran afin de palier tout déséquilibre sur le marché pétrolier. Si ces pays augmentent leur production, il sera alors difficile de persuader les autres membres de l'OPEP de respecter leur propre quota de production. Ce qui, in fine, devrait refroidir les ardeurs des cours pétroliers...[En savoir plus](#)

- Les matières premières pourraient s'essouffler après avoir connu leur meilleure début d'année depuis 2016.

ING Belgium SA - Avenue Marnix 24, 1000 Bruxelles

[Protection vie privée](#) | [Sécurité](#) © 2019 ING Belgique SA, tous droits réservés.

 Avez-vous des questions relatives à la sécurité sur internet? www.ing.be/secure

 Suivez nous sur : [f](#) [t](#) [y](#) [in](#)

Disclaimers
 -Ces documents sont des documents commerciaux préparés et distribués par ING Private Banking, une division commerciale au sein d'ING Belgique, et vous sont communiqués à titre purement informatif. Les présents documents ne constituent ni un avis personnalisé, ni une proposition, ni une offre d'achat ou de vente portant sur des investissements qui y sont visés, ni une invitation à vous engager dans une quelconque stratégie de négociation. Leur contenu repose sur des sources d'information réputées fiables. ING Belgique, ou autre entité faisant partie d'ING Groupe ne fournit aucune assurance, garantie ou représentation, qu'elle soit expresse ou implicite, quant à l'exactitude, l'adéquation ou l'exhaustivité des informations fournies. Les informations ici présentées sont susceptibles d'être modifiées sans préavis. NI ING Belgique, ni aucune autre entité faisant partie d'ING Groupe, ni aucun de ses agents, directeurs ou employés n'entend assumer la moindre obligation ou responsabilité quant aux informations formulées. Le présent matériel ne s'adresse à aucun investisseur en particulier et ne tient compte d'aucun objectif d'investissement particulier, d'aucune situation financière ou d'aucun besoin particulier et ne peut en aucun cas être considéré en tant que conseil en investissement. Tout titre ou toute autre source de revenu potentiel est susceptible de prendre de la valeur aussi bien que d'en perdre : aucune garantie n'est, ici, donnée. Les résultats, les performances et les événements réels peuvent s'écarter, dans une mesure non négligeable, des indications formulées. Ces écarts peuvent s'expliquer par de multiples facteurs, et notamment par (i) la conjoncture générale des marchés sur lesquels ING exerce ses activités de base ; (ii) la performance globale des marchés financiers, et notamment celle des marchés émergents ; (iii) les niveaux des taux d'intérêt et les variations de ces niveaux ; (iv) les taux de change ; (v) les facteurs de concurrence en général ; (vi) l'évolution des lois et des règlements et (vii) les changements susceptibles d'intervenir dans les politiques des gouvernements et/ou des organismes de réglementation. Tout investisseur doit savoir que chacun des produits et des titres mentionnés est assorti de conditions particulières. Les résultats du passé ne présument en rien des performances à venir.

Tous droits réservés. Aucune partie de la présente publication ne peut être reproduite, stockée dans un système d'extraction de données ou transmise sous quelque forme ou par quelque moyen que ce soit (mécanique, photocopie, enregistrement ou autre) sans l'autorisation préalable du détenteur des droits d'auteur. Les dispositions mentionnées ci-dessus n'empêchent pas qu'ING Belgique, ses agents, directeurs ou employés peuvent être tenus responsables en cas de négligence grave.